

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL  
DU LUNDI 07 FEVRIER 2022**

Présents : Mme. Anne FERIR, Présidente ;

M. Adrien CARLOZZI, Bourgmestre ;

~~Mme Gaëtane DONJEAN~~, M. Valentin ANGELICCHIO, Mme Justine ROBERT, M. Samuel FARCY, Échevins ;

Mme. Stéphanie BAYERS, Présidente du CPAS;

M. Eric LOMBA, M. Benoît SERVAIS, Mme Lorédana TESORO, ~~Mme Anne-Lise BEAULIEU~~, M. Frédéric DEVILLERS, Mme Rachel PIERRET-RAPPE, M. Thomas WATHELET, M. André STRUYS, Mme Monique BOUS, Mme Valérie BURTON, Conseillers ;

Mme Carine HELLA, Directrice générale.

---

**SÉANCE PUBLIQUE**

- |    |   |
|----|---|
| 1. | Objet : 1. Conseil de l'Action Sociale - Election de plein droit de deux nouveaux conseillers au Conseil de l'Action sociale sur présentation du groupe politique des Conseillers démissionnaires |
|----|---|

Vu les articles 10 à 12 de la loi du 8 juillet 1976, organique des CPAS, telle que modifiée et notamment par les décrets wallons des 8 décembre 2005, 26 avril 2012 et 29 mars 2018;

Vu l'article L1123-1 §1er du CDLD, en ce qu'il définit les groupes politiques élus au conseil communal lors des élections générales du 14 octobre 2018;

Considérant que les groupes politiques au conseil communal se composent de la manière suivante:

1	M-R	2 membres	1 Benoît SERVAIS 2 Rachel PIERRET-RAPPE
2	ECOLO	4 membres	1 Lorédana TESORO 2 Frédéric DEVILLERS 3 André STRUYS 4 Monique BOUS
3	PS-IC	9 membres	1 Eric LOMBA 2 Gaëtane DONJEAN

			3 Valentin ANGELICCHIO 4 Justine ROBERT 5 Adrien CARLOZZI 6 Samuel FARCY 7 Stéphanie BAYERS 8 Anne FERIR 9 Valérie BURTON
4	GCR	2 membres	1 Anne-Lise BEAULIEU 2 Thomas WATHELET

Considérant que les groupes politiques ont droit, par le fait même du texte légal, au nombre de sièges suivants au conseil de l'action sociale:

Groupe M-R	1 siège
Groupe ECOLO	2 sièges
Groupe PS-IC	5 sièges
Groupe GCR	1 siège

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2018, modifiée par celle du 1er juillet 2021 par laquelle cette Assemblée élisait de plein droit, sur base des acte de présentation des groupes politiques composant le Conseil communal, les conseillers de l'actions sociale de la manière suivante :

Groupe M-R:	1. Fabienne DUBOIS
Groupe ECOLO:	2. Dominique COTTIN
	3. Martine DESSART
Groupe PS-IC :	4. Stéphanie BAYERS
	5. Valérie BURTON
	6. Marc LISON
	7. Bernadette MULQUET
	8. Samuel FARCY
Groupe GCR :	9. Cécile FRERES

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 27/1/2022 par laquelle cette Assemblée accepte la démission de leurs fonctions de conseiller de l'Action Sociale de Madame Valérie Burton et de Monsieur Samuel Farcy, démissions dont le Conseil communal de ce jour a pris acte;

Vu l'acte de présentation de deux nouveaux candidats au Conseil de l'action Sociale, acte déposé par le groupe PS-IC, en date du 21 janvier 2022 entre les mains du Bourgmestre, assisté de la Directrice Générale, comprenant les noms suivants : Charlotte BERNARD et Morgan FORTIN

Considérant que cet acte a été déclaré recevable,

Considérant que, au terme de la procédure cet acte de présentation respecte toutes les règles de forme, notamment les signatures requises et le respect des quotas de conseillers communaux et de parité sexuelle, et de fond, notamment les conditions d'éligibilité de l'article 7 et les incompatibilités de l'article 9 de la loi organique;

Le Conseil communal

1. prend acte de la démission de leurs fonctions de conseiller-ère du Conseil de l'Action Sociale de Madame Valérie BURTON et de Monsieur Samuel FARCY
2. procède à l'élection de plein droit de deux nouveaux conseillers de l'action sociale en fonction de l'acte de présentation;

En conséquence, sont élus de plein droit conseiller-ère de l'action sociale Madame Charlotte BERNARD et Monsieur Morgan FORTIN

Une copie de la présente délibération est envoyée au CPAS de Marchin

2. Objet : 2. Conseil communal - Désignation des délégués communaux dans les intercommunales, organismes para locaux et locaux et Groupes de travail suite aux modifications intervenues dans la composition de cette Assemblée le 11 janvier 2022 - Prise d'acte

Vu les articles L1234-2, L1523-15 du CDLD qui précisent que les conseils d'administrations des asbl et des intercommunales sont composés à la proportionnelle des conseils communaux;

Vu les déclarations d'apparement dont cette Assemblée a pris acte lors d'un point précédent;

Considérant qu'il est nécessaire pour notre Commune soit représentée dans des personnes morales aux missions générales et supra-communales pouvant ainsi contribuer aux missions de notre Commune;

Vu la nécessité de désigner les représentants de la Commune dans les personnes morales dont elle est membre;

Considérant que cette désignation vaut pour l'ensemble de la législature 2018-2024 sauf démission, révocation ou démission du candidat de son groupe politique en vertu de l'article L1123-1, §1er, al.1 du Code susvisé;

Considérant que cette représentation doit être considérée comme un mandat et que ce dernier doit faire l'objet d'une déclaration selon les dispositions prévues par le Code;

Revu ses délibérations par lesquelles le Conseil communal désignait ses représentants dans les intercommunales, asbl, structures paralocales et autres structures;

Vu les modifications intervenues dans la composition du Conseil communal et du Collège communal suite aux décisions du Conseil communal du 11/1/2022;

Par ces motifs et sur présentation du Groupe PS-IC et des autres groupes politiques pour la composition du groupe de travail "sports moteur";

Le Conseil communal prend acte de la désignation en qualité de représentant de la Commune suivant le tableau repris ci-dessous :

Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Valentin ANGELICCHIO	Frédéric DEVILLERS	Rachel PIERRET
Samuel FARCY		
Anne FERIR		

Centre Hospitalier Régional Hutois		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Gaétane DONJEAN	André STRUYS	Benoît Servais
Adrien CARLOZZI		
Valérie BURTON		

Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Anne FERIR	Frédéric DEVILLERS	Rachel PIERRET
Valentin ANGELICCHIO		
Samuel FARCY		

ECETIA Intercommunale		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Gaétane DONJEAN	Lorédana TESORO	Rachel PIERRET
Eric LOMBA		
Samuel FARCY		

Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Eric LOMBA	Lorédana TESORO	Benoît SERVAIS
Valentin ANGELICCHIO		
Justine ROBERT		

Intercommunale de Traitement des Déchets Liégeois		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Anne FERIR	Monique BOUS-REGINSTER	Rachel PIERRET
Valentin ANGELICCHIO		
Samuel FARCY		

NEOMANSIO		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Eric LOMBA	André STRUYS	Benoît SERVAIS
Adrien CARLOZZI		
Anne FERIR		

<b>Propriétés Sociales de Huy et Environs</b>		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Gaétane DONJEAN	Frédéric DEVILLERS	Benoît SERVAIS
Adrien CARLOZZI		
Samuel FARCY		

<b>ENODIA</b>		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Valentin ANGELICCHIO	Lorédana TESORO	Rachel PIERRET
Anne FERIR		
Stéphanie BAYERS		

<b>SPI (Agence de développement pour la Province de Liège)</b>		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Valérie BURTON	Monique BOUS-REGINSTER	Benoît SERVAIS
Stéphanie BAYERS		
Adrien CARLOZZI		

<b>IGRETEC</b>		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Gaétane DONJEAN	Lorédana TESORO	Rachel PIERRET
Stéphanie BAYERS		
Adrien CARLOZZI		

<b>RESA</b>		
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Valentin ANGELICCHIO	Lorédana TESORO	Benoît SERVAIS
Adrien CARLOZZI		
Stéphanie BAYERS		

**Intercommunale Immobilière Publique scrl (IPP) Modification conseil communal du 07/02/2022**

Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R
Gaétane DONJEAN	Frédéric DEVILLERS	Benoît SERVAIS
Stéphanie BAYERS		
Valérie BURTON		

**Agence Immobilière Sociale du Pays de Huy asbl\*** Chaque commune dispose d'un mandat de membre à l'AG et d'un mandat d'administrateur

<b>Groupe PS-IC</b>	
Délégué majorité:	Gaétane DONJEAN
Administrateur-ECOLO svt accord entre fédérations des partis politiques :	Frédéric DEVILLERS

**Agence Locale pour l'Emploi asbl à la proportionnelle du Conseil Communal\* 6 membres**  
 représentants le Conseil communal (qui ne sont pas nécessairement faire partie du Conseil communal), 6 membres désignés en tenant compte de la proportionnalité (clé d'Hondt)  
 majorité/minorité du Conseil communal- chaque désignation doit faire l'objet d'une délibération et d'un vote individuel du Conseil

Groupe PS-IC	Groupe Écolo
1 Marc LISON	1 Martine OPPLIGER
2 Véronique DEBATTY	2 André STRUYS
3 Morgan FORTIN	3 Benoît SERVAIS
Observateur : Thomas WATHELET	

**Centre Culturel OYOU asbl**

Groupe PS-IC	Groupe Ecolo
1 Jean MICHEL	1 Benjamin DOLCE
2 Valérie BURTON	2 Franco GRANIERI
3 Justine ROBERT	
4 Charline HAMAITE	

**Centre Culturel de l'arrondissement de Huy asbl**

Groupe PS-IC	
Valérie BURTON	

**Centre local de promotion de la santé Huy-Waremme**

Groupe PS-IC	
Délégué PS-IC effectif :	Annick HALLET
Délégué PS-IC suppléant :	Gaétane DONJEAN

**Château Vert asbl\***

Groupe PS-IC	Groupe Ecolo
1 Anne FERIR	1 Benjamin DOLCE
2 Guillaume HELLEMANS	

**Conférence des Elus - Meuse Condroz Hesbaye asbl – 1 représentant AG**

Majorité	
Délégué PS-IC :	Adrien CARLOZZI

**Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces asbl – 1 représentant AG**

Majorité	
Délégué PS-IC effectif :	Adrien CARLOZZI
Délégué PS-IC suppléant :	Samuel FARCY

<b>Contrat Rivière Meuse Aval et affluents asbl – 1 délégué à l'AG</b>	
Majorité	
1 Délégué à l'AG --) PS-IC	Anne FERIR

<b>Fédération du Tourisme de la Province de Liège asbl -- 1 représentant AG</b>	
Majorité	
Délégué PS-IC:	Justine ROBERT

<b>Groupe d'Action Locale Pays des Condruses asbl – 3 représentants : 2 de la majorité dont 1 faisant partie du Collège et 1 représentant des minorités</b>	
Groupe PS -IC	Groupe Ecolo
1 Stéphanie BAYERS	1 Lorédana TESORO
2 Eric LOMBA	

<b>Infor Jeunes asbl</b>	
Majorité	
Délégué PS-IC :	Justine ROBERT

<b>Latitude 50 asbl</b>	
Groupe PS -IC	Groupe Ecolo
1 Jean-Pierre BURTON	1 Isabelle DENYS
2 Corine GERBINET	

<b>« Maison du tourisme Meuse Condruz Hesbaye » en abrégé - « M.T.M.C.H asbl – appellation commerciale « Maison du Tourisme Terres de Meuse »</b>	
Délégué PS-IC effectif (AG) :	Justine ROBERT

<b>Mission Régionale Huy-Waremme asbl</b>	
Majorité	
Délégué PS-IC :	Albert DELIEGE

<b>L'Ouvrier chez lui</b>	
Majorité	
Délégué PS-IC :	Guillaume HELLEMAN

<b>Syndicat d'Initiative « entre Eaux et Châteaux » asbl</b>	
Délégué PS-IC : Gérald HAUTRIVE	Délégué Ecolo : Anne-Lise BEAULIEU
Délégué PS-IC : Justine ROBERT (CA)	

<b>Union des Villes et Communes de Wallonie asbl</b>	
Majorité	
Délégué PS-IC:	Adrien CARLOZZI

<b>Belfius Banque, sa</b>	
Délégué PS-IC :	Adrien CARLOZZI

<b>Ethias, sa</b>	
Délégué PS-IC :	Adrien CARLOZZI

<b>Meuse Condroz Logement, slsp</b> 3 représentants à l'AG dont 2 de la majorité	
PS-IC	Ecolo
1 Adrien CARLOZZI	1 Frédéric DEVILLERS
2 Gaétane DONJEAN	
Administrateur PS svt accord entre fédérations des partis politiques : Claudia TARONNA	

<b>Ressourcerie du Pays de Liège, scrifs</b>	
Délégué PS-IC :	Albert DELIEGE

<b>Transport En Commun (srwt)</b>	
Délégué PS-IC :	Valentin ANGELICCHIO

<b>RECIMA -Les Résidences Citoyennes Marchinoises, scrifs</b>	
Délégué PS-IC :	Adrien CARLOZZI

<b>Régie Communale Autonome Centre Sportif Local – art 20 : LE CA est composé de 8 membres : 5 conseillers communaux suivant la proportionnelle des groupes du Conseil communal et 3 administrateurs présentés par le Collège communal dont 1 sur proposition du Conseil des utilisateurs et 2 compte tenu de leurs compétences particulièrement intéressantes pour la Régie</b>		
<b>Désignation des administrateurs</b>		
<b>PS-IC</b>		<b>Écolo</b>
1 Justine ROBERT	1 André STRUYS	
2 Adrien CARLOZZI	Deux sièges d'observateur avec voix consultative :	
3 Samuel FARCY	Pour le groupe M-R : Benoît SERVAIS	
4 Stéphanie BAYERS	Pour le groupe GCR : Thomas WATHELET	
<b>Désignation des commissaires aux comptes : 3 membres dont 2 doivent faire partie du Conseil communal mais en dehors du CA et 1 fait partie de l'Institut des réviseurs d'entreprise</b>		
<b>PS-IC</b>		<b>Minorités Institut des réviseurs d'entreprise</b>
Gaétane DONJEAN	Anne-Lise BEAULIEU	Viera, Marchandisse et Associés
<b>Désignation des administrateurs hors Conseil communal</b>		
<b>Conseil des utilisateurs</b>		
<b>Compétences particulières</b>		
1 Jean-Pol DEFLANDRE	1 Gérald HAUTRIVE	
	2 Marie RIGA	



<b>Commission Communale de l'Accueil</b>	
La CCA est composée de 15-20 ou 25 membres effectifs et autant de suppléants. Ses membres sont répartis en 5 composantes, représentant de manière équilibrée les acteurs concernés par l'accueil temps libre au sein de la commune	
Sphère politique communale *	
Sphère scolaire	
Sphère familiale	
Sphère de l'accueil des enfants de 0 à 12 ans	
Sphère des activités sportives, culturelles, artistiques ...proposés aux enfants	
Groupe PS-IC	Minorités
effectif : Justine ROBERT	effectif : Monique BOUS-REGINSTER
effectif : Eric LOMBA	
suppléant : Samuel FARCY	suppléant : Lorédana TESORO
suppléant : Gaétane DONJEAN	

<b>Commission Consultative Communale de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité (CCATM)</b>	
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo
effectif : Adrien CARLOZZI	effectif : Monique BOUS-REGINSTER
suppléant : Stéphanie BAYERS	suppléant : André STRUYS

<b>Comité de Concertation CPAS / Commune</b> comprend au moins le Bourgmestre ou l'échevin qu'il désigne et le Président du CPAS et est composé de 3 membres pour le CPAS et 3 membres pour la Commune	
COMMUNE	CPAS
Adrien CARLOZZI	Stéphanie BAYERS
Gaétane DONJEAN	Valérie BURTON
Anne-Lise BEAULIEU	Dominique COTTIN

<b>Commission Paritaire LOcale</b>			
PS-IC	Ecolo	M-R	GCR
effectif : Eric LOMBA	effectif : André STRUYS	effectif : Rachel PIERRET	Effectif : Thomas WATHELET
effectif : Adrien CARLOZZI			
effectif : Valérie BURTON			
suppléant: Stéphanie BAYERS			
suppléant : Gaétane DONJEAN	suppléant : Lorédana TESORO		
suppléant : Samuel FARCY			

<b>Conseil de participation de l'Athénée Royal Prince Baudouin</b>	
Groupe PS-IC	
effectif : Justine ROBERT	suppléant : Stéphanie BAYERS

Conseil de participation de l'école fondamentale communale	
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo
1 Adrien CARLOZZI	1 Lorédana TESORO
2 Eric LOMBA	

Conseil de police de la ZP Condroz	
Le Conseil de police est composé de 17 membres dont deux membres désignés par le Conseil communal en plus du Bourgmestre	
effectif : Eric LOMBA	effectif : Frédéric DEVILLERS
Suppléant 1: Valentin Angelicchio	Suppléant 1: André STRUYS
Suppléant 2 : Valérie BURTON	suppléant 2 : Lorédana TESORO

Conseil de l'action	sociale		
PS-IC	ECOLO	M-R	GCR
Stéphanie BAYERS	Dominique COTTIN	Fabienne DUBOIS	Cécile FRERES
Charlotte BERNARD	Martine DESSART		
Morgan FORTIN			
Marc LISON			
Bernadette MULQUET			

Comité de jumelage – Président Valentin ANGELICCHIO			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Stéphanie BAYERS	1 André STRUYS	1 Benoît SERVAIS	1 Anne-Lise BEAULIEU
2 Samuel FARCY			
3 Anne FERIR			

Groupe de travail « finances/budget » - Présidente Gaétane DONJEAN			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Eric LOMBA	1 Lorédana TESORO	1 Benoît SERVAIS	1 Anne-Lise BEAULIEU
2 Valentin ANGELICCHIO			
3 Valérie BURTON			

Groupe Travail « Cultes » - Président Adrien CARLOZZI			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Eric LOMBA	1 Monique BOUS-REGINSTER	1 Benoît SERVAIS	1 Thomas WATHELET

Groupe Travail « Mobilité » - Président Valentin ANGELICCHIO			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Samuel FARCY	1 André STRUYS	1 Benoît SERVAIS	1 Thomas WATHELET

Groupe Travail « Marchés ambulants » - Présidente Stéphanie BAYERS			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Valérie BURTON	1 Monique BOUS- REGINSTER	1 Rachel PIERRET	1 Anne-Lise BEAULIEU

Groupe Travail « Redéploiement de la vallée du Hoyoux » - Président Adrien CARLOZZI			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Eric LOMBA	1 Lorédana TESORO	1 Rachel PIERRET	1 Anne-Lise BEAULIEU

Groupe Travail « Travaux » - Président Valentin ANGELICCHIO			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Valérie BURTON	1 Frédéric DEVILLERS	1 Benoît SERVAIS	1 Thomas WATHELET

Groupe Travail « Déchets » - Président Samuel FARCY			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Anne FERIR	1 Lorédana TESORO	1 Rachel PIERRET	1 Anne-Lise BEAULIEU

Groupe Travail « Nom de rue » - Président Samuel FARCY			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Adrien CARLOZZI	1 Lorédana TESORO	1 Rachel PIERRET	1 Anne-Lise BEAULIEU

Groupe Travail « Sports Moteur » - Présidente Stéphanie BAYERS			
Groupe PS-IC	Groupe Ecolo	Groupe M-R	Groupe GCR
1 Adrien CARLOZZI	1 Frédéric DEVILLERS	1 Benoît SERVAIS	1 Thomas WATHELET

La présente délibération sera notifiée aux structures concernées.

### 3. Objet : 3. C.P.A.S. Modification budgétaire 2022 extraordinaire n° 1 - Décision

Vu la modification budgétaire extraordinaire n° 1, exercice 2022, approuvée par le Conseil de l'Action sociale en date du 27 janvier 2022;

Considérant que pour les motifs indiqués aux tableaux ci-annexés, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

Attendu que l'intervention communale n'a subi aucune modification;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 septembre 2014 approuvant le Plan de gestion 2015-2019 approuvé par le Gouvernement wallon en date du 13 mai 2015;

Vu l'envoi des documents par le C.P.A.S. au C.R.A.C.;

Entendu, Madame Stéphanie Bayers, Présidente du CPAS dans son exposé;

Après divers échanges de vues;

Madame Stéphanie Bayers, Présidente du CPAS ne participe pas au vote;

Par ces motifs et statuant à l'unanimité;

Le Conseil communal, **APPROUVE** le budget extraordinaire - exercice 2022 - modification budgétaire n° 1 - du C.P.A.S. de Marchin modifié comme suit :

	Recettes	Dépenses
Totaux de l'exercice proprement dit	0,00	24.029,63
Résultat négatif		<b>24.029,63</b>
Exercices antérieurs	0,00	0,00
Totaux de l'exercice propre et des exercices antérieurs	0,00	24.029,63
Résultat avant prélèvement		
Prélèvement	24.029,63	0,00
Résultat général	24.029,63	24.029,63
BONI		

La présente délibération est transmise :

- Au C.P.A.S
- Au Directeur financier
- Au service "Ressources"

#### 4. Objet : 4. Subsidés 2022 - Octroi - Décision

Vu les articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur le Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux;

Attendu que la Commune de Marchin octroie annuellement une subvention aux associations reprises dans le tableau ci-dessous en raison de leur lien direct ou du travail qu'elles effectuent sur le territoire de la Commune de Marchin;

Après divers échanges de vues au terme desquels

1. il est proposé d'examiner via le groupe de travail "finances", lors de l'examen du budget, les subsides à octroyer tant en ce qui concerne les opérateurs qu'en ce qui concerne les montants, les choix n'étant pas immuables;
2. est abordé les budgets participatifs qui ne figurent pas dans les subsides mais qui sont bien repris dans la DPC et le PST, sachant qu'il y a des budgets participatifs qui existent dans les faits via les soutiens financiers et/ou logistiques à
  - la fête de la ruralité
  - les clubs sportifs
  - les associations culturelles
  - l'aménagement de la Place de Belle Maison
  - seniors

ainsi qu'au travers des actions soutenues par le Centre Culturel Oyou;

Par ces motifs et statuant à l'unanimité;

Le Conseil communal décide d'octroyer les subsides, pour l'année 2022, suivant le tableau ci-dessous :

<b>SUBVENTIONS 2022</b>			
<b>IDENTITE OU DENOMINATION DU BENEFICIAIRE</b>	<b>FINALITE/AFFECTATION</b>	<b>MODALITE DE LIQUIDATION</b>	<b>MONTANT</b>
Fédération Directeurs généraux	Organisation étude professionnelle dans le cadre du Congrès annuel	Dès décision du Conseil communal et paiement en 1 fois	50
Fédération Receveurs régionaux	Idem	Idem	50
Syndicat Initiative Vallée du Hoyoux	Animation avec les S.I.V.H., RFC V-T et le Collectif "Fête de la Ruralité"	Idem	1000
Syndicat Initiative Vallée du Hoyoux	Fonctionnement	Idem	500
Infor Jeunes	Information des jeunes en collaboration avec le P.C.S.	Idem	550
Centre culturel de Huy	Mise en commun de matériel avec le Centre culturel de Marchin	Idem	176,99
Centre culturel de Marchin	Fête de la musique	Idem	2.000
Cercle d'Histoire		Idem	500
Comité Action Laïque de Huy	Collaboration avec le C.A.L. de Huy en l'absence de Maison de Laïcité sur le territoire de Marchin	Idem	1.250
Territoires Mémoire	Ouverture aux citoyens sur la Mémoire	Idem	125
Subsides divers : 1.000 €	répartis comme suit :		
1. Planning familial			500
2. Conservatoire Musique Huy			100
3. 11/11/11 ASBL			100
4. Unicef Belgique			100
5. Oxfam Solidarité			100
6. La Ligue des Droits de l'Homme			100
Conseil Consultatif des "Aînés"			300
Subsides aux organismes au service des ménages	Langes réutilisables		1000
Château Vert	Aide pour permettre au château Vert d'avoir accès à un prêt (Dépense=Recette)	Idem	394,37
O.N.E.	Aide à la petite enfance en fonction des actions existantes sur Marchin	Idem	740

La présente délibération est transmise :

- Au Directeur financier
- Au service "Ressources"
- Aux groupements concernés.

5. Objet : 5. Subside 2022 - Latitude 50° A.S.B.L.

Vu les articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur le Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux;

Attendu qu'en fonction de la reconnaissance de Latitude 50° comme un des 10 centres scéniques par la Fédération Wallonie Bruxelles, dont 2 dédiés aux arts du cirque et de la rue (Latitude 50 et Espace Catastrophe à Bruxelles) et que le contrat-programme a été ajusté et la subvention de la FWB est passée de 200.000 € à 470.000 €;

Attendu que les statuts de Latitude 50° A.S.B.L. ont été adoptés par le Conseil communal du 09/07/2009;

Attendu que Latitude 50° a pour but, dans le domaine des arts de la rue et du cirque :

- l'accueil en résidence de Compagnies et la coproduction de créations,
- la diffusion de spectacles,
- l'organisation d'évènements de promotion, de formations et de stages dans ce domaine d'expression;

Attendu que le développement de ces activités qui représente un attrait intéressant pour la Commune est subventionné par la Fédération Wallonie Bruxelles sur base d'un contrat programme quinquennal (2018 – 2022) à hauteur de 470.000 € indexés;

Dans l'objectif de maintenir cet attrait culturel pour la Commune de Marchin;

Attendu qu'à l'article 7626/332/03 du budget ordinaire de l'exercice 2022 est prévu un crédit de 75.000 €;

Après divers échanges de vues;

Par ces motifs et statuant par 13 oui, 0 non, 2 abstentions - Benoît Servais et Rachel Pierret - M-R- qui à la demande du Bourgmestre de motiver leur abstention, alors qu'en séance du Conseil communal du 20 janvier 2021, ils ont voté favorablement le budget 2022 qui comprenait le subsidie de 75.000 € pour Latitude 50, répondent que le soutien de Latitude 50 n'est pas un choix politique du MR et qu'ils ont voté favorablement le budget dans sa globalité et non pour ce point précis.

Le Conseil communal décide d'octroyer à Latitude 50° A.S.B.L. une subvention de 75.000 € pour l'année 2022.

La présente subvention sera liquidée dès approbation par cette Assemblée.

La présente délibération est transmise :

1. Au Directeur financier
2. Au service "Ressources"
3. A Latitude 50° A.S.B.L.

6. Objet : 6. Subside 2022 - Espace Public Numérique
--

Vu la charte des EPN de Wallonie;

Vu le décret de la Communauté française du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la Lecture et les bibliothèques publiques;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la Lecture et les bibliothèques publiques;

Vu le décret de la Région Wallonne du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu la convention régissant la gestion de l'Espace Public Numérique approuvée par le Collège communal du 27 avril 2011;

Attendu qu'à l'article 7672/332/03 du budget ordinaire de l'exercice 2022 est prévu un crédit de 3.000 €,

Sur proposition du Collège communal;

Après divers échanges de vue au terme desquels d'une part la belle collaboration entre le CPAS et l'EPN est soulignée, relevant que beaucoup d'utilisateurs ont pu profiter de ce service et d'autre part il est convenu que un compte rendu sera fait prochainement au Conseil communal en ce qui concerne le coworking;

Par ces motifs et statuant à l'unanimité;

Le Conseil communal décide d'octroyer à l'ASBL Devenirs une subvention de 3.000 € pour l'EPN pour l'année 2022.

La présente délibération est transmise :

1. Au Directeur financier
2. Au service "Ressources"
3. A l'ASBL Devenirs

7.   Objet : 7. Avance de trésorerie au Syndicat d'Initiative Entre Eaux et Châteaux Vallée du Hoyoux
---

Attendu que le Syndicat d'Initiative Entre Eaux et Châteaux Vallée du Hoyoux a entrepris des travaux d'aménagement du Ravel ligne 126, travaux subsidiés par le Commissariat général au tourisme,

Vu qu'il y a lieu de préfinancer l'investissement et d'avancer le montant de la subvention du CGT qui liquide la subvention à la fin des travaux;

Attendu que le montant estimé de la subvention est de 194.873,24€,

Attendu que la commune de Clavier a prévu une avance de 64.000€,

Attendu que la Commune de Modave prévoira dans sa modification budgétaire 2022 un montant d'avance de 64.000 €;

Attendu qu'il convient d'ajuster le montant de l'avance pour la commune de Marchin à ce même montant, ce qui porterait l'avance totale pour les trois communes (Clavier, Modave, Marchin) à 192.000€,

Attendu que les crédits nécessaires sont prévus au budget (article 561/820/51 - budget 2020 - n° projet 2020-0019 et que les crédits ont fait l'objet d'un report de crédits)

Par ces motifs et statuant à l'unanimité;

Le Conseil communal décide de faire une avance de 64.000 € au Syndicat d'Initiative "Entre Eaux et Châteaux" - Vallée du Hoyoux, avance qui sera remboursée au fur et à mesure de la perception des subsides.

8. Objet : 8. Proposition de désignation comme gestionnaire de réseau de distribution d'électricité sur la Commune de Marchin

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le décret du 14 décembre 2000, portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, faite à Strasbourg, le 15 octobre 1985, et spécialement son article 10 ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, spécialement son article 10 relatif à la désignation des gestionnaires de réseau de distribution qui en précise les conditions, en particulier la nécessité pour la commune de lancer un appel public à candidats sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés ;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz du 10 février 2021 publié par le Ministre de l'Energie au Moniteur belge en date du 16 février 2021 ;

Considérant que la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz arrive à échéance en 2023 et que les mandats des gestionnaires de réseau de distribution doivent dès lors être renouvelés pour une nouvelle période de vingt ans ;

Considérant que l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz du 10 février 2021 a été publié par le Ministre de l'Energie au Moniteur belge en date du 16 février 2021 ;

Considérant qu'il est stipulé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux que les communes peuvent, individuellement ou collectivement, initier un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution pour leur territoire et qu'à défaut de candidature, le mandat du gestionnaire de réseau peut être renouvelé pour un terme de vingt ans maximum à dater du lendemain de la fin du mandat précédent ;

Considérant que les communes peuvent notifier à la CWaPE une proposition de candidat gestionnaire de réseau de distribution sur leur territoire dans un délai d'un an à dater de l'appel à renouvellement, à savoir au plus tard le 16 février 2022 ;

Considérant que préalablement à cette proposition d'un candidat, les communes doivent lancer un appel public à candidats sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 01 juillet 2021 décidant d'initier un appel à candidature en vue de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution pour la gestion de la distribution d'électricité sur son territoire et de valider les critères objectifs et non discriminatoires qui devront obligatoirement être détaillés dans les offres des candidats intéressés afin que celles-ci puissent être utilement comparés ;



Vu l'appel à candidature publié sur le site internet de la Commune de Marchin en date du 23 juillet 2021 ;

Considérant que la Commune de Marchin a réceptionné dans les délais requis une offre d'un unique candidat :

- RESA S.A. Intercommunale, dont le siège social se situe rue Sainte-Marie 11, 4000 Liège (en date du 19/10/2021) ;

Vu le rapport d'analyse - réseau électrique établi par le Service Juridique et Marchés Publics joint à la présente délibération ;

Considérant que ce rapport conclue que l'offre de RESA S.A. Intercommunale répond à l'ensemble des critères et rencontre l'ensemble des conditions pour se voir désigner comme gestionnaire du réseau de distribution pour l'électricité sur le territoire de la Commune de Marchin ;

Sur proposition du Collège communal ;

Entendu M Devillers, Groupe Ecolo, qui s'interroge sur le GRD Gaz pour les diverses habitations raccordées au gaz en limite de la Ville de Huy et demande au Collège de vérifier avec RESA

Par ces motifs et statuant à l'unanimité;

Le Conseil communal DECIDE

1. d'approuver le rapport d'analyse - réseau électrique établi par le Service Juridique et Marchés Publics joint en annexe ainsi que l'ensemble de la motivation reprise en supra ;
2. de proposer la désignation de RESA S.A. Intercommunale en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité sur le territoire de Marchin ;
3. notifier cette proposition de désignation à la CWaPE au plus tard pour le 16 février 2022 ;
4. d'inviter RESA S.A. Intercommunale à introduire un dossier de candidature auprès de la CWaPE au plus tard pour le 26 février 2022 ;
5. de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération est transmise :

- à la CWaPE, route de Louvain-la-Neuve 4 bte 12 5001 NAMUR (Belgrade) ;
- au Ministre de l'Energie ;
- à RESA S.A. Intercommunale, dont le siège social se situe rue Sainte-Marie 11, 4000 Liège ;
- au Service Ressources ;
- au Service Travaux ;
- au Service Juridique & Marchés publics ;

9. Objet : 9. Proposition d'actions zéro déchet en 2022 - Mandat à INTRADEL
---

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation :

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, ci-après dénommé l'Arrêté ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2019 modifiant l'AGW du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets (dit AGW « petits subsides ») pour y intégrer une majoration des subsides prévention de 0.50 €/hab. pour les communes s'inscrivant dans une démarche Zéro Déchet ;

Vu le courrier d'Intradel par lequel l'intercommunale propose deux actions zéro déchet à destination des ménages, à savoir :

### **Action 1 - Poursuite de la campagne de sensibilisation aux langes lavables lancée en 2021**

En janvier 2022, les langes jetables ne pourront plus être jetés dans le conteneur à déchets organiques suite à la forte évolution de la composition des langes. Les fabricants y ont en effet massivement remplacé la cellulose biodégradable par un polymère super absorbant (souvent du polyacrylate de sodium) qui n'est pas dégradé en bio méthanisation. Un linge est aujourd'hui constitué de 76% de plastique. Résultat, les langes dans les déchets organiques provoquent une contamination du compost par des plastiques qui se retrouvent sur les champs.

L'utilisation des langes lavables est une alternative plus écologique et plus économique. Cela permet d'éviter 5 000 langes jetables par enfant en deux ans et demi. Côté budget, le calcul est simple : en moyenne 1 500 €, plus le coût des poubelles, pour les langes jetables contre de 800 € à 1 200 € pour la version lavable tout inclus (achat des langes, lavage et voiles de protection inclus).

En plus d'être économiques et écologiques, les versions modernes des langes lavables sont faciles à utiliser et à entretenir et c'est ce que nous souhaitons expliquer aux futurs parents ainsi qu'aux professionnels de la petite enfance via la campagne suivante :

Parcours vidéo sur [www.intradel.be](http://www.intradel.be) et distribution de brochures de sensibilisation dont le but est de fournir aux parents, futurs parents et professionnels de la petite enfance, des informations simples, concrètes et pratiques sur l'achat, l'entretien, le change, les gestes à éviter, l'organisation de l'espace linge...

En collaboration avec un coach linge lavable, organisation de séances d'information et rencontres avec une famille témoin pour partage d'expériences : passer de la théorie à la pratique, connaître leurs avantages et inconvénients, apprendre à les entretenir au mieux, réfléchir sur comment s'équiper sans se ruiner...

Dans les limites budgétaires calculées au prorata du nombre d'habitants/commune, l'octroi d'une prime à l'achat ou à la location de langes lavables :

- Montant plafonné à max 200 € et 50% de la facture
- Prime Intradel complémentaire à la prime communale si existante

### **Action 2 - Campagne de sensibilisation à l'eau du robinet**

Promouvoir l'eau du robinet, c'est ouvrir la réflexion sur les bienfaits de l'eau sur notre santé, sur les économies réalisées quand on la préfère aux boissons du commerce mais aussi et surtout sur la grosse diminution de déchets d'emballage qui en découlent.

Parmi les pays européens, la Belgique est un des plus gros consommateurs d'eau en bouteille. Un beau gâchis quand on sait que nous avons accès à une des meilleures eaux de distribution d'Europe (en termes de qualité) et que l'eau du robinet coûte 150 à 600 fois moins cher que l'eau en bouteille. Selon écoconso, boire l'eau du robinet permet d'économiser en moyenne 200 €/pers/an.

Mais il faut dire que l'eau du robinet est victime d'une mauvaise image : elle n'aurait pas bon goût (question d'habitude, un petit 'blind test' est éclairant à ce sujet et puis il existe des petits trucs pour améliorer son goût) ; il y en a aussi qui disent qu'elle ne serait peut-être pas sans danger pour la santé...

Un travail de fond pour informer, sensibiliser et promouvoir l'eau du robinet pourrait influencer les comportements de consommation pour notre plus grand bien et celui de la planète.

## **Vu ce qui est concrètement ce qui est proposé :**

1. Fourniture d'une brochure de sensibilisation sur les avantages économiques, sanitaires et ZD de l'eau du Robinet. D'autres conseils seront également abordés : comment améliorer son goût ? Le filtrage est-il nécessaire ? Comment la rendre pétillante ? Comment l'aromatiser ?...

2. La présence d'un bar à eau sur un événement communal. L'animation « Bar à eaux » consiste en un test à l'aveugle de différents types d'eau. Les participants sont acteurs de l'atelier à travers les dégustations. Il s'agit tout simplement d'identifier les différents types d'eau dégustés et de tenter de reconnaître l'eau du robinet.

Les objectifs de sensibilisation via ce bar à eau sont :

- Démontrer au travers d'ateliers de démonstration, que l'eau du robinet est tout à fait propre à la consommation.
- Donner des trucs et astuces pour surmonter les préjugés et les freins à la consommation d'eau du robinet.
- Amener les participants à s'interroger sur leurs choix de consommation.

3. Développement de vidéos illustrant les astuces et conseils repris dans la brochure de sensibilisation.

Considérant que ces actions vont permettre de sensibiliser les citoyens sur l'importance de réduire leur production de déchets ;

Sur proposition du Conseil communal,

Après divers échanges de vue au terme desquels

- le groupe Ecolo se réjouit du cumul de la prime communale et de celle d'Intradel pour les langes lavables, de l'initiative développée lors de la réunion du groupe de travail "Déchets" de faire sur Marchin une sensibilisation à l'utilisation des langes lavables au travers de l'expérience des parents qui y ont déjà eu recours, Intradel reprenant la même démarche
- S Farcy, Echevin, précise que le Collège réfléchit à une nouvelle organisation des services et notamment du service Environnement par l'appui d'un agent du service Urbanisme/logement;

Par ces motifs et statuant à l'unanimité.

Le Conseil communal DECIDE :

**Article 1** : de mandater l'intercommunale INTRADEL pour mener les actions ZD locales 2022. pour le compte de la commune.

**Article 2** : de mandater l'intercommunale INTRADEL, conformément à l'article 20§2 de l'Arrêté, pour la perception des subsides relatifs à l'organisation des actions de prévention précitées prévus dans le cadre de l'Arrêté.

**Article 3**: de transmettre une copie de la présente délibération à INTRADEL (Port de HERSTAL, Pré Wigi 20, 4040 Herstal).

10. Objet : 10. Nomenclature des voies et places publiques - Proposition de dénomination - Rue de la Fontaine -Décision
---

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;

Vu la Circulaire Ministérielle du 7 septembre 1972 relative aux dénominations des voies et places publiques ;

Vu le Décret du 28 janvier 1974 de la Communauté Française relatif au nom des voies publiques, tel que modifié par le Décret du 3 juillet 1986 de la Communauté Française ;

Vu le Rapport de la Section Wallonne de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie relatif à la dénomination des voies publiques en région de langue française ;

Vu les délibérations du Collège communal des 17 septembre 2021 et 29 octobre 2021 par lesquelles il est décidé de constituer, d'inviter et de réunir les membres Conseillers communaux du Groupe de Travail "Mobilité" dans le but de réfléchir à des propositions de noms à donner à la future voirie traversant la parcelle cadastrée Section A 314C3 et reliant les rues de Huy et Thier de Huy ;

Attendu que le Groupe de Travail "Mobilité" s'est réuni en date du 22 novembre 2021 ;

Attendu que la dénomination suivante a été proposée par ledit Groupe de Travail : " rue de la Fontaine " ;

Attendu que le Conseil communal, réuni en sa séance du 20 décembre 2021, a marqué son accord de principe sur la proposition de dénomination " rue de la Fontaine " et de transmettre le dossier à la Section Wallonne de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie ;

Attendu que cette proposition a été soumise à la Section Wallonne de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie en date du 30 décembre 2021 avec une documentation justificative circonstanciée ;

Vu le courrier daté du 07 janvier 2022 de la Section Wallonne de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie par lequel la Commission a approuvé la proposition " rue de la Fontaine ".

Sur proposition du Collège communal ;

Après divers échanges de vue au terme desquels Mme Bous - Groupe Ecolo - suggère d'associer et/ou d'informer le Cercle d'Histoire dont un des membre fait de la toponymie et de la dialectique, estimant que ce serait dommage de ne pas avoir recours à leur expertise, suggestion dont M Farcy, Echevin en charge de la matière, prend bonne note

Par ces motifs et statuant à l'unanimité ;

Le Conseil Communal marque son accord définitif sur la dénomination "**rue de la Fontaine**"  
*voirie traversant la parcelle cadastrée Section A 314C3 et reliant les rues de Huy et Thier de Huy à Marchin.*

La présente délibération est transmise:

- à la Section Wallonne de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie, Mme Martine WILLEMS, Thier de la Fouarge 14, 4653 BOLLAND;
- au Service Cadre de vie;
- au Service Citoyenneté;
- au Secrétariat Général;
- au Service Juridique et Marchés publics.

11. Objet : 11. Convention de bail - ONE - Immeuble rue E. Vandervelde 2
--

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Attendu que l'Administration communale de Marchin et le Comité de la consultation pour enfants association de fait agréée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (en abrégé « O.N.E. ») sous le matricule n°10/61039/01 sont actuellement liées par une convention verbale d'occupation

conclue de longue date concernant des locaux situés Rue Emile Vandervelde, 6A à 4570 Marchin ;

Attendu que les Parties ont convenu de mettre un terme, de commun accord, à la convention précitée et souhaitent la remplacer par la convention de bail de locaux pour consultation pour enfants agréée n°10/61039/01 ayant pour objet de mettre à disposition de l'ONE le rez-de-chaussée de l'immeuble sis rue Emile Vandervelde 2 à Marchin ;

Attendu que ces locaux sont destinés à l'organisation, à titre gratuit et sans but lucratif, de consultation pour enfants agréée par l'O.N.E. et à l'organisation d'éventuelles activités non commerciales en relation avec la mission, dans le cadre de la médecine préventive, de promouvoir, de suivre et de préserver la santé des enfants de 0 à 6 ans, et d'organiser, en outre, des activités de soutien à la parentalité et de prévention médico-sociale, de préférence en partenariat avec d'autres services sociaux actifs au plan local ;

Attendu qu'un montant pour la réalisation des travaux est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, articles 124/72360.2022 - 124/96151.2022 (n° de projet 20220019) ;

Attendu qu'il est expressément convenu entre les parties que l'ONE investira dans la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus à concurrence d'un montant maximal de 10.000 € hors T.V.A. ;

Vu le projet de convention établi;

Sur proposition du Collège communal;

Par ces motifs et statuant à l'unanimité;

Le Conseil communal

- marque son accord sur la convention de bail de locaux pour consultation pour enfant agréée n°10/61039/01 tel qu'établi en collaboration, par Mme Agnieszka SYNOWIEC, du Service Juridique de l'O.N.E. et le Service Juridique de l'Administration Communale, telle que reprise ci-dessous;

- approuve le paiement par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, articles 124/72360.2022 - 124/96151.2022 (n° de projet 20220019) pour la réalisation des travaux à concurrence d'un montant de 30.000 euros.

### **Bail de locaux pour consultation pour enfants agréée n°10/61039/01**

Entre les soussigné(e)s :

1) Administration communale de Marchin, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0207.334.035, et dont le siège est sis Rue Joseph Wauters, 1A à 4570 Marchin, valablement représentée par Monsieur Adrien CARLOZZI, en sa qualité de Bourgmestre, et Madame Carine HELLA, en sa qualité de Directrice générale, agissant conformément à la délibération du Conseil communal du 11/01/2022.

Ci-après dénommé(e), le « Bailleur »

ET

Le Comité de la consultation pour enfants, association de fait agréée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (en abrégé « O.N.E. ») sous le matricule n°10/61039/01, valablement représenté par son pouvoir organisateur, l'Administration communale de Marchin, dont le siège social est établi rue Joseph Wauters, 1A à 4570 Marchin, valablement représentée par Monsieur Adrien CARLOZZI, en sa qualité de représentant du pouvoir organisateur.

Ci-après dénommé(e), le « Preneur »

Ci-après dénommé(e)s ensemble, les « Parties »

Préambule

Les Parties sont actuellement liées par une convention verbale d'occupation conclue de longue date concernant des locaux situés Rue Emile Vandervelde, 6A à 4570 Marchin.

Les Parties entendent mettre un terme, de commun accord, à la convention précitée et souhaitent la remplacer par le présent contrat.

Il est convenu expressément entre les Parties que :

Le Bailleur prendra à sa charge les travaux suivants qu'il exécutera personnellement dans les lieux ou fera exécuter :

- décroissement des espaces actuels ;
- placement de cloisons pour compartimenter les futurs espaces ;
- remplacement des carrelages abimés ;
- vérification que les points d'eau actuels conviennent aux futures activités des locaux et remplacement de ceux-ci le cas échéant ;
- aménagement d'un coin cuisine (plan de travail, évier eau chaude, prises);
- vérification du caractère RF de la porte de la chaufferie et remplacement de celle-ci si elle ne l'est pas;
- câblage pour le placement d'un parlophone ;
- câblage et installation pour le système de téléphonie et de WIFI ;
- placement d'une barre pour attacher les poussettes ;
- placement d'une paroi en bois pour que les poussettes ne soient pas visibles de la rue.

Il est expressément convenu entre les parties que l'ONE investira dans la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus à concurrence d'un montant maximal de 10.000 € hors T.V.A.

Au terme de l'analyse comparative des devis qui auront été récoltés au terme d'une procédure de mise en concurrence initiée par le Bailleur, la consultation pour enfants de l'ONE sera chargée de passer commande et de payer les matériaux. La Commune mettra en œuvre les travaux à l'aide de ces matériaux.

En outre, le Bailleur devra signer l'attestation de garantie d'occupation des locaux indispensable à la libération des subsides évoqués (cf. articles 94 et 95 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 09/06/2004).

Le Preneur prendra en charge :

- la pose d'une vitrophanie pour garantir la visibilité de la consultation ;
- le placement de tables de déshabillage rabattables ;

LESQUELLES PREALABLEMENT EXPOSENT QUE :

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet du contrat

Le Bailleur met à la disposition du Preneur qui l'accepte, des locaux au rez-de-chaussée situés rue Emile Vandervelde, 2 à 4570 Marchin.

Ces locaux se composent de :

- une entrée
- un cabinet médical;

- une salle d'attente, de déshabillage, de jeux ;
- un local de stockage ;
- un espace allaitement ;
- un espace avec coin cuisine ;
- un wc.

Les locaux sont partagés avec le Centre Public d'Action Sociale (CPAS) de Marchin, le Plan de Cohésion Sociale (PCS) de Marchin et d'autres services abordant la thématique de la santé, selon l'horaire convenu entre le Preneur et le Bailleur.

## Article 2 - Destination des lieux loués

Ces locaux sont destinés à l'organisation, à titre gratuit et sans but lucratif, de consultation pour enfants agréée par l'O.N.E. et à l'organisation d'éventuelles activités non commerciales en relation avec la mission, dans le cadre de la médecine préventive, de promouvoir, de suivre et de préserver la santé des enfants de 0 à 6 ans, et d'organiser, en outre, des activités de soutien à la parentalité et de prévention médico-sociale, de préférence en partenariat avec d'autres services sociaux actifs au plan local.

## Article 3 : Nature du contrat

Le présent contrat n'est ni un bail de résidence principale, ni un bail commercial, ni un bail à ferme mais bien un bail de droit commun, régi par la présente convention et, à défaut, par les articles 1714 à 1762bis du Code civil.

L'activité du Preneur étant entièrement bénévole dans son chef et gratuite pour les familles bénéficiaires, elle ne constitue pas non plus une activité professionnelle.

## Article 4 : Durée du bail

Le présent bail est conclu pour une durée indéterminée, prenant cours le 01/04/2022.

La prise d'effet du présent contrat est conditionnée à la finalisation des travaux à charge du propriétaire.

Toutefois, chacune des Parties aura la faculté de renoncer au présent contrat moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois notifié à l'autre Partie par lettre recommandée à la Poste et prenant cours le 1er jour du mois qui suit celui de l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi.

Par exception au paragraphe précédent, si le Preneur a effectué, à ses frais et après accord du Bailleur, des travaux d'aménagement dans les lieux loués impliquant, conformément aux articles 94 et 95 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 09/06/2004 portant réforme des consultations pour enfants (AGCF), la signature par le Bailleur d'une attestation garantissant au Preneur de pouvoir continuer à occuper les lieux pendant une certaine durée après l'achèvement des travaux (3 ans, 6 ans ou 9 ans selon les sommes investies par le Preneur), le Bailleur devra respecter cette garantie d'occupation. A défaut, le Bailleur devra, le cas échéant, rembourser les sommes investies dans les travaux par le Preneur au prorata du délai de garantie restant à courir.

## Article 5 : Loyer et charges

La location est consentie et acceptée, moyennant le paiement d'une somme forfaitaire de cinq cents euros (500€) par mois, payable mensuellement et par anticipation sur le compte bancaire du Bailleur n°BE55 0000 0090 6544.

Cette somme forfaitaire couvre le loyer, les charges d'eau, d'électricité et de chauffage ainsi que l'entretien des locaux à raison de 6 fois par mois.

S'il s'avère que le forfait mensuel de cinq cents euros (500€) ne suffit pas pour couvrir les charges d'eau, d'électricité et de chauffage, le Bailleur en avertira le Preneur par courrier recommandé. Un nouveau forfait mensuel sera convenu entre les parties.

Le nouveau forfait prendra cours le premier jour du mois qui suit l'accord convenu entre les parties.

#### Article 6 : Indexation

Conformément à l'article 1728bis du Code civil, le loyer pourra être indexé une fois par an, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent bail, après demande écrite du Bailleur.

L'indexation n'aura d'effet pour le passé que pour le mois précédant celui de la demande.

L'indexation sera calculée conformément à la formule suivante :

loyer de base x indice nouveau

indice de base

Le « loyer de base » est celui qui est mentionné à l'article 5.

L'« indice de base » est l'indice-santé (base 2013 = 100) du mois qui précède celui de la conclusion du bail, soit l'indice-santé du mois de décembre 2021 (=.....).

L'« indice nouveau » est l'indice-santé (base 2013 = 100) du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail, soit le mois de mars.

#### Article 7: Etat des lieux

Les locaux sont mis à la disposition du Preneur dans l'état dans lequel ils se trouvent et devront être restitués dans le même état, sous réserve de ce qui aura été dégradé par l'usage normal, la vétusté et/ou la force majeure.

Les Parties établiront amiablement entre elles un « état des lieux d'entrée » avant l'entrée du Preneur dans les lieux ou, au plus tard, durant les 6 premiers mois d'occupation, ainsi qu'un avenant le cas échéant, en cas de transformation ou de modification substantielle apportée aux lieux durant l'occupation.

L'état des lieux d'entrée sera annexé au présent contrat et soumis à la formalité de l'enregistrement.

A la fin de l'occupation, les Parties établiront amiablement entre elles un état des lieux de sortie, lequel les liera quant aux éventuels dégâts qui y seraient renseignés.

#### Article 8 : Gestion des lieux

Une clé du local est remise à .....

En cas de cessation de la présente convention, cette clé sera directement rendue au Bailleur.

Le Preneur s'engage à utiliser le local en bon père de famille et à signaler immédiatement au Bailleur tout problème pouvant survenir.

Le Preneur veillera à ce que le local soit fermé (portes et fenêtres), les éclairages éteints et le chauffage coupé lorsque ses membres quittent les lieux.

L'entretien et le nettoyage du local sont à charge du Bailleur.

#### Article 9: Enregistrement

L'enregistrement du présent contrat de bail est à charge du Bailleur, qui s'engage à le faire sans délai. A défaut, sa responsabilité pourra être engagée par le Preneur.

#### Article 10: Assurances

Le Preneur est tenu de se couvrir auprès d'une compagnie d'assurances contre tous les risques d'incendie, d'explosion et dégâts des eaux concernant ses biens propres.

Il contractera également une assurance responsabilité civile.

Néanmoins, le Preneur est dispensé de l'obligation de souscrire une assurance couvrant ses risques locatifs dans la mesure où ceux-ci sont déjà couverts par la police générale d'assurance souscrite par l'O.N.E., sis chaussée de Charleroi, 95 à 1060 Saint-Gilles. Le Preneur fournira la preuve de cette couverture d'assurance au Bailleur s'il le demande.

#### Article 11: Transformations et modifications

Tous les travaux de transformation et/ou de modification substantielle des lieux loués nécessitent l'accord écrit du Bailleur. A défaut, le Bailleur sera en droit d'exiger leur suppression et la remise des lieux en pristin état aux frais du Preneur.



## Article 12: Réparations et entretiens

Le Bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce et devra, durant toute la durée du bail, procéder aux grosses réparations, à toutes les réparations autres que « locatives » qui deviendraient nécessaires, de même qu'aux réparations locatives résultant de la vétusté ou d'un cas de force majeure.

Le Preneur est, quant à lui, tenu d'entretenir les lieux loués en bon état de réparations locatives.

Le Preneur devra permettre l'accès au Bailleur ou à toute autre personne désignée par lui aux fins de procéder aux inspections et réparations rendues nécessaires et, en général, de vérifier l'état des lieux. Sauf cas de force majeure, le Bailleur ne visitera pas les lieux loués, ni ne procèdera à des travaux dans ceux-ci durant les séances de consultation et les séances d'activité collective de soutien à la parentalité, de promotion de la santé et de prévention médico-sociale organisées dans les lieux loués conformément à leur destination.

Le Preneur avertira sans délai le Bailleur de la nécessité de toute réparation lui incombant, sous peine d'être tenu responsable des dégradations qui en résulteraient et de toutes conséquences dommageables dont le Bailleur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable à défaut de pareil avertissement.

Sauf en cas de force majeure, le Preneur ne pourra (faire) effectuer de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au Bailleur et ne présentant pas un caractère d'urgence absolue.

## Article 13: Visite des lieux

Pendant les 6 mois qui précèdent la fin du bail, ainsi qu'en cas de mise en vente de l'immeuble, le Preneur autorisera l'apposition d'affiches à des endroits visibles de l'immeuble, annonçant sa mise en location ou sa vente.

Les jours et les heures de visites seront fixés de commun accord entre les Parties, le Bailleur s'engageant, en tout état de cause, à ne pas faire visiter les lieux pendant les séances de consultation ou d'activités collectives de soutien à la parentalité, de promotion de la santé et de prévention médico-sociale organisées dans les lieux loués conformément à leur destination.

## Article 14: Résolution du contrat

Sauf convention contraire, en cas de résolution de la présente convention aux torts d'une des Parties, celle-ci paiera à l'autre, à titre de clause pénale irréductible et forfaitaire destinée à l'indemniser du dommage découlant de ladite résolution, une somme équivalente à deux (2) mois de loyer indexé, sans préjudice en cas de résolution aux torts du Bailleur de l'application de l'article 95 de l'AGCF de 2004, suivant lequel, lorsque des travaux d'aménagement ont été effectués dans les lieux par le Preneur à ses frais après accord du Bailleur et qu'ils ont coûté plus de 2.500€ HTVA, le Bailleur doit rembourser au Preneur tout ou partie des sommes investies pour les travaux s'il décide de rompre le contrat avant l'échéance de l'attestation de garantie d'occupation, et ce, au prorata du délai de garantie restant à courir.

## Article 15 : Certificat de performance énergétique

Le Bailleur fournira au Preneur, préalablement à la conclusion de la présente convention, le certificat de performance énergétique relatif à l'appartement loué tel qu'il a dû être établi par un certificateur agréé.

## Article 16 : Election de domicile

Pour tout ce qui concerne le présent bail, le Preneur fait élection de domicile dans les lieux loués.

## Article 17 : Cession de bail

En cas de démission du signataire du présent contrat, représentant du pouvoir organisateur de la consultation n°10/61039/01, une cession de bail s'opère de plein droit en faveur de son successeur sans le consentement du Bailleur.

Il est, dans ce cas, entendu que le présent contrat est cédé au cessionnaire avec tous les droits et obligations qui dérivent de la présente convention.

## Article 18 : Litige

En cas de différend de quelque nature que ce soit relativement à la présente convention, les Parties privilégieront la négociation et tenteront d'abord de trouver une solution amiable. A défaut de solution amiable, la Justice de Paix de Huy I sera seule compétente pour trancher le litige.

Fait en deux (2) exemplaires originaux et une copie à .....ce ...../...../....., la copie étant destinée à l'enregistrement et chacune des Parties reconnaissant avoir reçu son exemplaire original.

Pour le Bailleur,

Pour le Preneur,

Bourgmestre,  
Adrien CARLOZZI

Adrien CARLOZZI  
Représentant du Pouvoir

Organisateur de la consultation pour enfants agréée sous le  
matricule 10/61039/01

Directrice générale,  
Carine HELLA

La présente délibération est transmise à :

- Madame Perrine SERVATY, Responsable Service Locaux et Volontaires du DpAT-D.CVD -  
Service Locaux et Volontaires de l'OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE, Chaussée de  
Charleroi 95, B-1060 BRUXELLES

- Service Juridique et Marchés Publics.

12. Objet : 12. INFORMATION (S) du Collège communal
---

Attendu que le Collège communal propose d'inscrire un point "information(s) du Collège communal" lors de chaque Conseil communal;

Par ces motifs;

Le Conseil communal entend M le Bourgmestre qui communique les dates des Conseils communaux de l'année 2022, dates reprises sur la plateforme Imio en précisant que ce planning n'est pas immuable et pourrait être quelque peu modifié en fonction des nécessités des services.

Mme Tésoro - groupe Ecolo- trouve cela génial.

13. Objet : 12 bis. Question orale du Groupe PS-IC
--

Vu le R.O.I du Conseil communal tel qu'approuvé partiellement par l'autorité de tutelle dans son arrêté du 2 juillet 2019 par la Ministre des Pouvoirs locaux, du logement et des Infrastructures sportives;

Vu notamment son Chapitre 3 - Les droits des conseillers communaux - Section 1 - le droit, pour les membres du Conseil communal, de poser des questions écrites et orales d'actualité au collège communal - et son article 75 et plus particulièrement le §3 qui stipule : "les questions orales doivent être déposées entre les mains du Bourgmestre ou de celui qui le remplace au plus tard 48 h avant la séance";

Attendu que les séances du Conseil communal ont lieu le lundi à 20h00;

Attendu que pour répondre au 63 de l'article 75 du R.O.I. plus amplement qualifié ci-dessus, les questions écrites d'actualité doivent parvenir entre les mains du Bourgmestre ou de celui qui le remplace pour le samedi 20h00 au plus tard;

Attendu que la question écrite d'actualité posée par M E. Lomba du Groupe PS-IC a été adressée par mail du vendredi 4 février 2022 11h00;

Attendu dès lors que la question est arrivée dans le délai imparti;

Attendu que la question est la suivante :

*« Question du groupe PS-IC au conseil communal du 7/2 sur « la disparition progressive des distributeurs de billets sur la commune »*

*« Il y a quelques mois, la banque ING fermait ses portes et donc, par conséquence, l'accès à ses distributeurs de billets.*

*Plus récemment nous avons pu constater la suppression d'un distributeur à la banque Belfius, celui restant étant par ailleurs malheureusement régulièrement en panne.*

*Le Collège peut-il nous éclairer sur les démarches éventuelles entreprises auprès de la banque Belfius pour l'interroger et la sensibiliser à ces pannes successives ? Le collège a-t-il par ailleurs eu des contacts avec Bpost dont on connaît l'obligation dans le contrat de gestion d'assurer la présence d'un distributeur de billet dans chaque commune ?*

*Je vous remercie »*

Entendu M Lomba, Chef de Groupe du Groupe politique PS-IC

Par ces motifs;

Le Conseil communal entend

1. M Lomba, Chef de groupe PS-IC dans sa question tout en précisant que
  - ce questionnement a déjà fait l'objet d'un débat au Conseil communal via une motion, il y a plus ou moins un an mais il faut connaître les limites des moyens d'action de la Commune
  - ce problème est récurrent partout et on est fort démuni et qu'il souhaite voir avec le Collège ce qui est fait et ce qui va être fait
2. M le Bourgmestre dans sa réponse :
  - j'ai vu que c'est un problème récurrent notamment via les réactions sur les réseaux sociaux
  - un courrier a été adressé le 1/2/2022 à Belfius (il donne lecture dudit courrier)
  - ainsi qu'à BPost à la même date (il donne aussi lecture de ce courrier)
  - le Collège attend la réaction de Belfius mais a souhaité anticiper avec BPost au cas où Belfius poserait des difficultés voir des carences
  - se dit scandalisé par l'attitude des banques car la suppression des distributeurs automatiques de billets est apparemment uniquement motivé par des raisons de rentabilité

14. Objet : 13. Approbation du procès-verbal de la séance précédente
--

Le Conseil communal APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal de la séance précédente (Conseil communal du 11 janvier 2022) moyennant une demande de rectification du pt 7 par Mme Bous.

Fait à Marchin, les jour, mois et an que dessus,  
PAR LE CONSEIL,

La Présidente,

La Directrice générale,

(sé) Anne FERIR

(sé) Carine HELLA